

## BEAUX-ARTS

# Le musée fait un pas en direction du lac

**MICHAËL RODRIGUEZ**

Un «bunker», implanté de manière «illégal» et dont le contenu artistique est encore vague: les critiques ont fusé, hier au Grand Conseil vaudois, contre le projet de nouveau Musée cantonal des Beaux-Arts sur le site de Bellerive, au bord du lac, à Lausanne. Pourtant, l'édifice a tenu bon, et c'est finalement à une large majorité (82 «oui» contre 32 «non» et 20 abstentions) que les députés sont entrés en matière sur le crédit d'étude de 340 000 francs sollicité par le Conseil d'Etat. La somme a même été augmentée de 50 000 francs, afin de développer le volet, encore lacunaire, de l'accessibilité du site en transports publics.

**Pour le nouveau musée**, c'est le deuxième obstacle levé en une semaine. A la fin du mois d'avril, la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal rejetait le recours de plusieurs particuliers et de l'association Rives publiques contre le plan d'affectation canto-

nal. Les juges ont estimé que les opposants n'avaient pas qualité pour agir.

L'enjeu du débat d'hier dépassait de loin la somme – modeste – du crédit d'étude. La plupart des oppositions au nouveau Musée des Beaux-Arts se cristallisent autour du site choisi et de sa forme architecturale. Pour les détracteurs du projet, il s'agissait donc de forcer le Conseil d'Etat à remettre en cause son option. Raté. Du moins pour l'instant.

**Car si un renversement** de tendance en deuxième débat semble très improbable, il y a en revanche du référendum dans l'air. Le député UDC Gabriel Poncet, auteur du rapport de minorité de la commission, appelle à la création d'un comité référendaire interpartis, avec des personnalités des milieux intellectuels. Mais les partisans du projet s'organisent aussi. Lundi, une pétition signée par 138 acteurs culturels vaudois a été remise au Musée cantonal des Beaux-Arts.

Hier au parlement, le projet a été soutenu par une grande majorité des socialistes, radicaux et libéraux. Dans leur camp, on a beaucoup insisté sur l'opportunité d'un chantier qui redonnerait de l'envergure culturelle et touristique au canton. Le moment serait particulièrement favorable au vu de la santé éclatante des finances cantonales. C'est un libéral, Jean-Marie Surer, rapporteur de majorité de la commission, qui le dit: «Enfin le temps des vaches grasses est revenu, c'est donc le moment d'investir dans un projet abouti et ruminé depuis plus de quinze ans!»

**Pour le président du groupe** socialiste, Grégoire Junod, il s'agit surtout de «valoriser le patrimoine pictural vaudois et de créer une plate-forme pour l'art contemporain». Le député a néanmoins averti qu'il faudrait aussi redonner de la visibilité aux autres musées et sites culturels du canton. «Vaud n'est pas le meilleur en la matière», a-t-il lancé.

Hétéroclite, l'opposition a réuni une majorité de l'UDC, une partie des Verts et de l'extrême gauche, ainsi que quelques francs-tireurs socialistes. Ils ont critiqué le choix du site de Bellerive, jugé trop éloigné du centre-ville, et dénoncé l'empiètement d'une partie du bâtiment sur le lac. «On nage en plein dans l'illégalité», a tonné Gabriel Poncet, énumérant huit «violations» de textes légaux, dont la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui oblige à garder libres les rives des lacs. Le ministre des Infrastructures François Marthaler a rétorqué que ces textes ménagent des exceptions.

Tout à gauche de l'échiquier politique, le député de SolidaritéS Jean-Michel Dolivo a critiqué le partenariat public-privé sur lequel repose le financement du futur musée, devisé à 68 millions de francs. Il a aussi déploré un manque de garanties concernant les collections qu'abriterait le musée: «On nous vend une enveloppe, avant d'avoir défini son contenu!»